

Le budget 2010



Le budget 2010 prévoit à la rentrée prochaine la suppression de 16000 postes d'enseignants qui s'ajoutent aux 13500 suppressions de 2009, aux 11200 de 2008.

Alors que 5 700 élèves supplémentaires sont attendus dans les écoles, le ministère poursuit sa logique de suppression de postes d'enseignants.

Et ce, alors même que les effectifs par classe dans notre pays sont déjà largement supérieurs à ceux de la majorité des pays européens.

Tous les jours nous cherchons à créer les conditions de la réussite de tous les élèves. En effet nous savons combien l'acquisition des connaissances est décisive pour chaque élève.

Qui peut croire qu'avec moins d'enseignants, moins d'heures de classe chaque semaine, des programmes plus lourds, la fragilisation des dispositifs d'aides spécialisées pour les élèves en difficulté, les élèves pourraient mieux réussir à l'école ?

Ces mesures constituent une rupture sans précédent avec les fondements de l'école publique. Elles tournent le dos à l'école de la réussite de tous et constituent un véritable démantèlement de l'école publique.

Pour l'éducation :

- des élèves en plus
- des postes en moins

2009 : - 16000 postes
2008 : - 13500 postes
2007 : - 11200 postes

SNUipp 95
<http://95.snuipp.fr>



Les conséquences : nous les connaissons

Hausse des effectifs de classe, dégradation des conditions d'encadrement des élèves comme des conditions de travail et d'emploi des personnels, alourdissement de la charge de travail.

C'est tout le contraire qu'il faut faire :

Investir dans l'éducation c'est préparer l'avenir et l'insertion des jeunes dans une société de la connaissance, de la culture et d'emplois qualifiés.

C'est permettre à tous de réussir !

Les nouveaux programmes



En 2008, le Ministère a imposé de nouveaux programmes sans concertation avec les enseignants, les parents ou les mouvements pédagogiques.

Pourquoi proposer des nouveaux programmes ?

Pourquoi ne pas d'abord faire un vrai bilan, une évaluation de l'impact des programmes de 2002 (révisés en 2007) ? Comment les évaluer d'ailleurs puisqu'un enfant qui est rentré en petite section en septembre 2002 n'est aujourd'hui qu'au CE2 et n'a même pas encore terminé sa scolarité en élémentaire ?

En ce qui concerne les contenus de ces nouveaux programmes, nous regrettons :

- Une conception "mécanique" des apprentissages" (répéter, reproduire, s'entraîner... sans comprendre le but de l'apprentissage).
- L'appauvrissement des programmes, avec une orientation fortement axée sur le français et les mathématiques au détriment d'une culture humaniste (histoire et géographie...), scientifique, sportive et artistique.
- La disparition des valeurs d'entraide, de coopération et de solidarité (le domaine d'activité "vivre ensemble" est remplacé par "devenir élève").

SNUipp 95
<http://95.snuipp.fr>



Vous voulez que l'Ecole Publique soit ambitieuse pour tous les jeunes, qu'elle leur permette de construire les savoirs indispensables pour qu'ils deviennent des acteurs responsables de la vie économique, sociale et culturelle ?

Nous aussi !

Ensemble, exigeons que l'Ecole aborde, dans le temps scolaire et avec tous les élèves, l'ensemble des savoirs dont nos jeunes ont besoin pour devenir des citoyens capables de comprendre les enjeux et de pouvoir tenir toute leur place dans la société.

Les évaluations CM2

Le dispositif d'évaluations nationales CM2 mis en place en 2008-2009 a fait l'objet de nombreuses critiques de la part des enseignants, des parents d'élèves, de chercheurs et de parlementaires.



Ces critiques portent principalement sur la confusion entretenue entre évaluations « bilan » et « diagnostic », la date de passation, le codage binaire pour la correction, l'absence de prise en compte des réussites partielles. Elles portent également sur leur fiabilité et leur rigueur scientifique.

Malgré les actions des enseignants, malgré le rapport des Inspecteurs Généraux de l'Education Nationale qui montre les limites de ces évaluations, malgré le rapport du groupe UMP à l'assemblée nationale qui reprend une partie des éléments dénoncés, malgré l'avis de nombreux chercheurs qui pointent les incohérences de ces évaluations, le ministère décide de poursuivre le dispositif en l'état, sans aucune concertation avec les enseignants des écoles.

Les quelques modifications apportées (changement du codage, annulation de certains exercices) ne sont pas significatives et ne permettent pas de clarifier les objectifs. Cette évaluation ne fournit pas d'informations suffisamment précises pour la régulation des apprentissages dans les classes, et n'aide pas à la communication avec les parents.

La publication école par école des résultats risque d'introduire une logique de concurrence inacceptable au regard des objectifs de l'école publique.

SNUipp 95

<http://95.snuipp.fr>



Il faut dissocier clairement les évaluations bilans et diagnostiques. Les enseignants ont besoin d'outils permettant d'évaluer les progrès des élèves et les obstacles à leurs apprentissages.

La mise en place des évaluations nationales doit présenter un réel intérêt pédagogique et ne doit pas servir à une mise en concurrence des écoles, ni à l'évaluation des enseignants par les performances.

Pour mieux aider et accompagner tous les élèves dans la réussite, les enseignants ont de nombreuses propositions, à commencer par le rétablissement des postes de RASED et leur développement.

L'aide aux enfants en difficulté



Rentrée 2008 : suppression du samedi matin.

Conséquences : 3 semaines de classe en moins sur l'année avec des programmes plus chargés. Sur l'ensemble de la scolarité d'un enfant, cela équivaut à une demi-année d'école en moins.

Un rythme scolaire qui accentue les inégalités entre les enfants : ceux qui ont un cadre et des activités le week-end et ceux dont les parents travaillent ou qui, pour des raisons sociales, ne peuvent être là.

Rentrée 2008 : mise en place de l'aide individualisée.

Conséquence : allongement de la journée de classe pour les élèves les plus en difficulté !

Une confusion volontaire d'assimiler l'aide individualisée des enseignants de la classe aux aides mises en place par les enseignants spécialisés.

Septembre 2009 : suppression de 1500 postes RASED

(Enseignants spécialisés en charge des élèves en difficulté).

Plusieurs dizaines de milliers d'enfants n'ont plus d'aide par un enseignant formé pour cela.

Octobre 2009 : 16000 postes en moins pour 2010

Conséquences : des classes surchargées où l'aide en classe par l'enseignant va être de plus en plus difficile et des absences non remplacées, donc encore moins d'école.

SNUipp 95
<http://95.snuipp.fr>



Vous souhaitez :

- *que vos enfants soient scolarisés dans les meilleures conditions pour permettre à son enseignant de l'aider au quotidien dans sa classe*
- *que vos enfants aient le droit d'être aidés par un enseignant spécialisé et donc formé pour les aider à apprendre mieux*
- *que vos enfants puissent vivre leur journée d'école suivant un rythme leur permettant d'apprendre au mieux*

Nous aussi !

Ensemble, exigeons un budget à la hauteur des ambitions pour vos enfants et nos élèves !

La maternelle

Premier maillon dans la scolarité, l'école maternelle joue un rôle essentiel pour la réussite ultérieure des élèves.


SNUipp 95
<http://95.snuipp.fr>



*Oh ! A la maternelle
on apprend !*

Jusque-là considérée comme un modèle envié par de très nombreux pays, l'école maternelle française est plébiscitée par les familles.

Elle n'a jamais conduit autant d'élèves sur le chemin des apprentissages, jamais autant cherché à adapter la première rentrée aux besoins des enfants et des familles.

Et pourtant les critiques et les remises en cause se sont multipliées de la part du ministère.

Que lui est-il reproché ?

La maternelle serait une garderie. Non : c'est un lieu de socialisation et d'apprentissage, où se construisent les premières réussites, et ce dès 2 ans. Devenir élève, c'est acquérir, par des activités multiples, l'autonomie qui permet de grandir.

Commencer à travailler avec les autres, apprendre à s'exprimer et à communiquer. Développer ses capacités langagières, intellectuelles et motrices.

Elle coûterait trop cher ; pourtant un rapport de la cour des comptes conclut qu'elle est le moins couteux système d'accueil de la petite enfance.

Et quel investissement sur l'avenir !

Vous souhaitez :

- une école maternelle gratuite dès le plus jeune âge***
- une école maternelle publique avec les mêmes objectifs d'apprentissages partout en France***
- une école maternelle publique et gratuite qui scolarise les enfants dans des conditions acceptables***

Nous aussi !

- Ensemble, refusons toutes les tentatives de faire supporter la prise en charge des jeunes enfants par les parents ou les collectivités territoriales***
- Ensemble, exigeons un budget à la hauteur des ambitions pour une école maternelle de qualité pour vos enfants et nos élèves !***

La réforme de la formation

Assurer la démocratisation de l'école, garantir la réussite de tous les élèves, lutter contre l'échec scolaire nécessite une élévation du niveau de formation et de qualification des enseignants.



SNUipp 95
<http://95.snuipp.fr>



Enseigner est un métier qui s'apprend... sauf pour le ministre de l'éducation.

Dans son projet de réforme, le ministère fait le choix d'une formation axée sur les savoirs disciplinaires.

Dès la rentrée prochaine, les lauréats du concours 2010 auront **la pleine responsabilité** d'une classe alors qu'ils n'auront pas bénéficié de la formation professionnelle à laquelle ont actuellement droit les futurs enseignants.

La polyvalence, qui fait la spécificité du métier d'enseignant du primaire, est niée. Les disciplines scolaires du primaire sont renvoyées à l'année de stagiaire après le concours.

De même, durant cette année de stagiaire, la formation professionnelle est réduite à une simple adaptation à l'emploi, pour répondre aux besoins immédiats d'une responsabilité de classe.

Le choc risque donc de s'avérer douloureux pour les lauréats des concours comme pour les élèves.

Ce projet marque également une volonté de mettre fin à l'existence des IUFM, à leur potentiel de formation et à toutes les recherches en éducation.

Cette réforme permet de supprimer 16000 postes de stagiaires.

Le gouvernement fait le choix d'une réforme controversée et du passage en force contre l'avis de tous les acteurs concernés. Elle s'inscrit dans une politique de réduction des dépenses publiques dont les effets sont désastreux pour les inégalités sociales.

***Prendriez-vous un avion
dont le pilote n'aurait pas de formation pratique ?***

***Enseigner est un métier qui s'apprend !
Exigeons d'autres choix
pour le recrutement et la formation des enseignants***

